

## **Discours prononcé au congrès des ouvriers des transports de Russie le 27 mars 1921<sup>1</sup>**

Camarades, permettez-moi tout d'abord de vous remercier de votre accueil et de vous rendre la pareille, en saluant votre congrès. Avant de passer à la question relative à vos travaux et à tout ce que le pouvoir soviétique attend de votre congrès, permettez-moi de commencer d'un peu loin.

Tout à l'heure, en traversant votre salle de séances, j'ai remarqué une pancarte avec cette inscription : « Le règne des ouvriers et des paysans n'aura pas de fin ». Quand j'ai lu cette étrange pancarte qui n'était pas pendue au mur, il est vrai, mais, contre l'habitude, posée dans un coin — quelqu'un ayant compris que la pancarte n'était pas très heureuse, l'aura mise de côté — quand j'ai lu cette étrange pancarte, j'ai pensé : Voilà pourtant les vérités élémentaires et fondamentales qui suscitent chez nous des malentendus et de fausses interprétations. En effet. Si le règne des ouvriers et des paysans ne devait pas prendre fin, cela voudrait dire qu'il n'y aurait jamais de socialisme, puisque le socialisme signifie la suppression des classes ; or, tant qu'il existera des ouvriers et des paysans, il existera des classes différentes, et, par conséquent, il n'y aura pas de socialisme intégral. Tout en méditant sur ce fait que trois années et demie après la Révolution d'Octobre, on trouve encore chez nous des pancartes aussi étranges, bien que légèrement mises à l'écart, — j'ai songé aussi que même les mots d'ordre les plus répandus, les plus courants, suscitaient chez nous des malentendus extrêmement graves. Ainsi, par exemple, nous chantons tous que nous avons engagé le dernier et décisif combat. C'est là un des mots d'ordre les plus répandus, que nous répétons sur tous les modes. Mais j'ai bien peur que si l'on demandait à la majeure partie des communistes de dire contre qui ils ont engagé aujourd'hui — non point le dernier, évidemment c'est un peu trop dire, mais un de nos derniers et décisifs combats — je crains que bien peu sachent donner la bonne réponse et montrer qu'ils comprennent clairement contre quoi ou contre qui nous avons engagé aujourd'hui un de nos suprêmes combats. Et j'ai idée qu'en rapport avec les événements politiques de ce printemps, qui ont retenu l'attention des grandes masses d'ouvriers et de paysans, j'ai idée qu'en rapport avec ces événements il serait bon tout d'abord d'examiner une fois de plus ou, du moins, de tenter d'examiner la question de savoir contre qui nous menons aujourd'hui, au cours de ce printemps, un de nos derniers et décisifs combats. Permettez-moi de m'arrêter sur ce point.

Pour bien s'orienter dans cette question, je crois qu'il faut, avant tout, considérer une fois de plus, avec le maximum de précision et de lucidité, les forces en présence et dont la lutte doit déterminer le sort du pouvoir soviétique, ainsi que, d'une façon générale, la marche et le développement de la révolution prolétarienne, de la révolution pour le renversement du capital aussi bien en Russie que dans les autres pays. Quelles sont ces forces ? Comment sont-elles groupées les unes contre les autres ? Quelle est, à l'heure présente, la disposition respective de ces forces ? Toute crise politique plus ou moins grave, tout nouveau tournant, même peu considérable, dans les événements politiques, doit nécessairement amener tout ouvrier, tout paysan qui pense, à cette question : Quelles sont les forces en présence et comment sont-elles groupées ? Et ce n'est qu'après avoir appris à bien évaluer ces forces, avec une parfaite lucidité, indépendamment de nos sympathies et de nos désirs personnels, que nous pourrions tirer les bonnes conclusions relativement à notre politique en général, et à nos tâches immédiates. Permettez-moi donc de vous décrire brièvement ces forces.

Il existe trois forces essentielles, principales, fondamentales. Je commencerai par celle qui nous est le plus proche, par le prolétariat. C'est là la première force. C'est la première classe sociale distincte. Vous le savez bien, puisque vous-mêmes vivez au plus épais de cette classe. Quelle est aujourd'hui sa situation ? En Russie soviétique c'est la classe qui, il y a trois ans et demi, a pris le pouvoir et réalisé depuis lors sa domination, sa dictature ; c'est elle qui, en ces trois années et demie, a pâti, souffert, supporté, enduré des privations et des calamités, plus que toutes les autres classes. Ces trois années et demie, dont la plus grande partie a été remplie par la guerre civile à outrance que le pouvoir des Soviets a dû soutenir contre le monde capitaliste tout entier, ont apporté à la classe ouvrière, au prolétariat, des calamités, des privations, des sacrifices, une misère sans précédent dans le monde. Et l'on a vu cette chose étrange : La classe qui a pris dans ses mains la domination politique l'a prise en ayant conscience qu'elle la prenait seule. Cela rentre dans la conception de la dictature du prolétariat. Cette conception n'a de sens que lorsqu'une classe sait qu'elle prend seule le pouvoir politique entre ses mains et ne se trompe elle-même ni ne trompe les autres par des propos sur le pouvoir de « tout le peuple, élu par tous, consacré par le peuple tout entier ». Des amateurs de cette rhétorique, vous le voyez fort bien, il y en a beaucoup et même beaucoup trop, mais dans tous les cas, on n'en trouverait pas au sein du prolétariat, car les prolétaires ont compris et ont inscrit dans la Constitution, dans les lois fondamentales, qu'il est question de la dictature du prolétariat. Cette classe se rendait compte qu'elle prenait seule le pouvoir, et dans des conditions exceptionnellement difficiles. Elle a exercé le pouvoir de la façon dont on exerce toute dictature, c'est-à-dire qu'elle a réalisé sa domination politique avec le maximum de fermeté, d'inflexibilité. Ce faisant, elle a subi, en ces trois années et demie de domination politique, des calamités, des

---

1 Publié dans le journal *Pravda*, n° 67 et 68, des 29 et 30 mars 1921.

privations, la famine, une aggravation de sa situation économique, comme jamais aucune classe au monde n'en a connu. On conçoit donc qu'à la suite d'une tension aussi surhumaine, cette classe soit aujourd'hui particulièrement fatiguée, épuisée, excédée.

Comment se fait-il que dans un pays où le prolétariat est si peu nombreux en comparaison du reste de la population, dans un pays arriéré, qui était coupé artificiellement, par la force militaire, des pays ayant un prolétariat plus nombreux, un prolétariat conscient, discipliné et bien organisé, comment se fait-il que dans un tel pays, malgré la résistance et les attaques de la bourgeoisie du monde entier, une seule classe ait pu réaliser son pouvoir ? Comment a-t-elle pu le faire pendant trois années et demie ? D'où lui venait l'appui ? Nous savons que l'appui venait de l'intérieur du pays, de la masse paysanne. Nous allons examiner tout à l'heure cette deuxième force, mais il faut d'abord en finir avec l'analyse de la première. J'ai déjà dit, et chacun de vous le sait pour avoir observé l'existence de ses proches camarades de fabrique, d'usine, de dépôt de chemin de fer, d'atelier, que jamais la détresse de cette classe n'a été aussi grande, aussi aiguë qu'à l'époque de sa dictature. Jamais le pays n'a été aussi fatigué, aussi usé qu'aujourd'hui. Qu'est-ce donc qui donnait à cette classe les forces morales pour endurer ces privations ? Il est clair, il est tout à fait évident qu'elle devait puiser quelque part des forces morales pour pouvoir supporter ces privations matérielles. La force morale, l'appui moral est, comme vous le savez, une notion vague ; par force morale on peut entendre tout ce qu'on veut, on peut tout faire passer là-dessous. Pour éviter ce danger, pour qu'il soit impossible d'introduire dans la notion de force morale quoi que ce soit de vague ou de fantaisiste, je me demande si l'on ne pourrait pas trouver des indices permettant de définir exactement ce qui a donné au prolétariat la force morale de supporter les privations matérielles inouïes qu'impliquait sa domination politique ? Je pense que si nous posons ainsi la question, nous pourrions trouver une réponse exacte.

La République soviétique aurait-elle pu supporter ce qu'elle a enduré pendant trois années et demie, aurait-elle pu résister victorieusement à l'assaut des gardes blancs soutenus par les capitalistes de tous les pays du monde, si, au lieu de pays avancés, elle avait eu en face d'elle des pays arriérés ? Il suffit de se poser cette question pour trouver la réponse aussitôt, sans hésitation aucune.

Vous savez que pendant trois années et demie les puissances les plus riches du monde nous ont fait la guerre. La force militaire que nous avions devant nous et qui soutenait Koltchak, loudénitch, Dénikine, et Wrangel — vous le savez très bien, puisque chacun de vous a pris part à cette guerre — dépassait de beaucoup, immensément et sans contester nos forces militaires. Vous savez parfaitement qu'aujourd'hui encore, la puissance de tous ces Etats est infiniment plus grande que la nôtre. Comment se fait-il alors que ces Etats, qui s'étaient assigné la tâche de vaincre le pouvoir soviétique, ne l'aient pas vaincu ? A quoi cela tient-il ? La réponse est nette. Cela a pu se faire et cela s'est fait parce que dans tous les pays capitalistes le prolétariat était pour nous. Même là où il était manifestement sous l'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, — dans les pays d'Europe ils s'appellent autrement, — il n'a cependant pas soutenu la lutte contre nous. Finalement, grâce aux concessions que les chefs avaient été obligés de faire aux masses, les ouvriers ont mis cette guerre en échec. Ce n'est pas nous qui avons vaincu, car nos forces militaires sont infimes. Ce qui nous a donné la victoire, c'est que les puissances n'avaient pu lancer contre nous toutes leurs forces militaires. Les ouvriers des pays avancés déterminent la marche de la guerre au point qu'il est impossible de faire la guerre contre leur volonté ; et c'est ainsi que, finalement, par une résistance passive et semi-passive, ils ont fait échec à la guerre engagée contre nous. Ce fait incontestable répond exactement à la question de savoir où le prolétariat russe a pu prendre les forces morales nécessaires pour tenir pendant trois ans et demi et remporter la victoire. La force morale de l'ouvrier russe, ç'a été la conscience, le sentiment, la sensation de l'aide, de l'appui que lui prêtait dans cette lutte le prolétariat de tous les pays avancés d'Europe. Pour nous rendre compte de la direction que suit là-bas le développement du mouvement ouvrier il suffit de marquer que, ces derniers temps, l'événement le plus considérable qui se soit produit dans le mouvement ouvrier d'Europe a été la scission des partis socialistes en Angleterre, en France, en Italie et dans les autres pays, tant vainqueurs que vaincus, pays possédant une culture différente et placés à différents échelons du développement économique. Dans tous les pays le principal événement de cette année a été — à la suite de la débâcle, de l'effondrement total des partis socialistes et social-démocrates (en russe : menchéviks et socialistes-révolutionnaires) — a été, dis-je, la formation de partis communistes prenant appui sur tous les éléments avancés de la classe ouvrière. Et, bien entendu, il ne fait aucun doute que si au lieu d'avoir en face de nous des pays avancés, nous avions eu à lutter contre des pays arriérés, sans puissantes masses prolétariennes, bien loin de tenir trois ans et demi, nous n'aurions pas tenu même trois mois et demi. Notre prolétariat aurait-il eu la force morale nécessaire, s'il ne s'était pas appuyé sur la sympathie des ouvriers des pays avancés, qui nous soutenaient en dépit des mensonges répandus en millions d'exemplaires, par les impérialistes, sur le compte du pouvoir soviétique, en dépit des efforts des « chefs ouvriers », menchéviks et socialistes-révolutionnaires, qui avaient à tâche de saboter et qui sabotaient la lutte des ouvriers en notre faveur ? Ainsi soutenu, notre prolétariat, numériquement faible, exténué par les calamités et les privations, a vaincu grâce à cette force morale. Telle est la première force.

La deuxième force, c'est celle qui se situe entre le capital et le prolétariat. C'est la petite bourgeoisie,

les petits patrons ; ce sont les éléments qui, en Russie, forment l'écrasante majorité de la population, savoir la paysannerie.

Ce sont, principalement, de petits patrons et de petits agriculteurs. Voilà ce qu'ils sont, et ils le sont fatalement dans neuf cas sur dix. Ils ne participent pas à la lutte aiguë qui se livre quotidiennement entre le capital et le travail, ils n'ont pas été à cette école ; les facteurs économiques et politiques de la vie, loin de les rapprocher, les désunissent, les repoussent l'un de l'autre, en font de petits patrons isolés qui se comptent par millions. Tels sont les faits que vous connaissez tous fort bien. Il n'est pas de collectivité, ni de kolkhoz, ni de commune qui puisse y changer quelque chose avant de longues, très longues années. Grâce à l'énergie révolutionnaire et à l'esprit d'abnégation du prolétariat exerçant la dictature, cette force a pu triompher vite comme jamais, de ses ennemis de droite, de la classe des grands propriétaires fonciers ; elle les a balayés net, elle a aboli leur domination avec une rapidité inouïe. Mais plus rapidement elle a aboli cette domination, plus rapidement elle a installé ses propres exploitations sur la terre passée au peuple, plus résolument elle a réglé son compte à une petite minorité de koulaks, et plus rapidement elle s'est elle-même transformée en petits patrons. Vous savez que pendant cette période, la campagne russe s'est nivelée. Le nombre des gros cultivateurs et des paysans ne cultivant pas leur terre a diminué, celui des paysans moyens a augmenté. Entre temps le caractère petit-bourgeois de nos campagnes s'est accentué. C'est là une classe à part, la seule classe qui, après que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ont été expropriés et chassés, est susceptible de s'opposer au prolétariat. Voilà pourquoi il est absurde d'écrire sur des pancartes que le règne des ouvriers et des paysans n'aura pas de fin.

Vous savez ce qu'est cette force quant à ses sentiments politiques. C'est une force qui hésite. Nous l'avons constaté au cours de notre révolution sur tous les points du pays : en Russie, en Sibérie, en Ukraine, différemment selon les régions, mais partout le résultat était le même : cette force hésitait. Longtemps elle a été menée en lisière par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, et à l'aide de Kérenski, et dans la période de Koltchak, et quand la Constituante était à Samara, et lorsque le menchévik Maïski était ministre chez Koltchak ou chez ses prédécesseurs, etc.

Cette force hésitait : tantôt elle se laissait diriger par le prolétariat, tantôt par la bourgeoisie. Pourquoi donc cette force qui constitue l'immense majorité, ne s'est-elle pas dirigée elle-même ? Parce que les conditions économiques d'existence de cette masse sont telles, qu'elles ne lui permettent pas de s'unir elle-même, de se grouper elle-même. Cela est évident pour tous ceux qui ne se laissent point abuser par des paroles creuses sur le « suffrage populaire », la Constituante et autre « démocratie », qui, dans tous les pays, a servi à tromper le peuple pendant des centaines d'années et que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont essayé de réaliser chez nous pendant des centaines de semaines pour aboutir « à chaque coup » à un échec. Notre expérience nous a appris, — et nous en trouvons la confirmation dans le développement de toutes les révolutions du monde, si l'on considère la nouvelle époque, disons, les cent cinquante dernières années, — que partout et toujours il en a été de même : toutes les tentatives faites par la petite bourgeoisie en général, et par les paysans en particulier, pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur manière l'économie et la politique, ont abouti à un échec. Ou bien ils doivent se placer sous la direction du prolétariat, ou bien sous celle des capitalistes. Il n'y a pas de milieu.

Ceux qui rêvent d'un moyen terme sont des rêveurs, des songe-creux. La politique, l'économie et l'histoire leur infligent un démenti. Toute la doctrine de Marx montre que dès l'instant que le petit patron est propriétaire des moyens de production et de la terre, les échanges entre les petits producteurs engendreront nécessairement le capital et, en même temps, les antagonismes entre le capital et le travail. La lutte du capital et du prolétariat est inévitable : c'est une loi qui s'est vérifiée dans le monde entier ; elle est évidente pour quiconque ne veut pas être sa propre dupe.

Ces facteurs économiques essentiels font que cette force ne peut pas agir par elle-même ; et c'est pourquoi les tentatives entreprises dans ce sens au cours de toutes les révolutions, ont toujours échoué. Lorsque le prolétariat ne réussit pas à prendre la direction de la révolution, cette force se place toujours sous la direction de la bourgeoisie. Il en a été ainsi dans toutes les révolutions, et il est évident que les Russes ne sont pas oints d'une huile spéciale, et que s'ils voulaient se faire canoniser, ils se rendraient simplement ridicules. L'histoire, bien entendu, ne fait pas d'exception pour nous. Pour nous toutes ces vérités sont particulièrement évidentes, parce que nous avons vécu la période Kérenski. Des dirigeants politiques, intelligents, instruits, pourvus d'une grande expérience en matière de politique et d'administration et prêts à soutenir le gouvernement, celui-ci en avait cent fois plus que les bolchéviks. Si l'on comptait tous les fonctionnaires qui nous ont sabotés et qui ne s'étaient pas assigné pour tâche de saboter le gouvernement Kérenski, soutenu par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, on verrait que c'était l'immense majorité. Et pourtant, ce gouvernement a fait faillite. Il y avait donc des raisons qui l'ont emporté sur l'avantage énorme des intellectuels instruits, habitués à gouverner l'Etat et qui s'étaient assimilés cet art durant des dizaines d'années avant d'avoir pris le pouvoir entre leurs mains. Cette expérience a été faite, sous d'autres variantes, en Ukraine, dans la région du Don, du Kouban, et toutes ont abouti au même résultat. Le hasard n'y est pour rien. Telle est la loi économique et politique à

laquelle obéit la deuxième force : ou bien elle se placera sous la direction du prolétariat, — voie pénible mais qui peut l'affranchir de la domination des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, — ou bien elle se placera sous la direction des capitalistes, comme c'est le cas dans les républiques démocratiques avancées, même en Amérique où la distribution gratuite de la terre n'est pas encore complètement terminée (on donnait 60 déciatines gratuitement au premier venu ; on ne saurait imaginer meilleure condition !), et où cela a amené la domination complète du capital.

Telle est la deuxième force.

Chez nous, cette deuxième force hésite ; elle est particulièrement fatiguée. Elle supporte les charges de la révolution, qui, depuis quelques années, deviennent de plus en plus lourdes : mauvaise récolte, livraisons obligatoires malgré les épizooties, le manque de fourrage, etc. Dans ces conditions on conçoit que cette deuxième force, la masse des paysans, soit tombée dans le désespoir. Elle ne pouvait songer à améliorer sa situation, bien que trois années et demie se fussent écoulées depuis la suppression des grands propriétaires fonciers ; or, cette amélioration s'impose. L'armée démobilisée ne trouve pas à s'occuper régulièrement. Voilà pourquoi cette force petite-bourgeoise devient un élément anarchiste, qui traduit ses revendications par des effervescences. La troisième force est connue de tous : ce sont les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

A l'heure actuelle, on ne voit plus cette force chez nous. Mais un des derniers événements les plus importants, une des leçons particulièrement importantes de ces dernières semaines, les événements de Cronstadt ont été comme un éclair qui, mieux que toute autre chose, a illuminé la réalité.

Aujourd'hui, il n'y a plus un seul pays en Europe où l'on ne trouve des gardes blancs russes. On compte jusqu'à 700 000 émigrés russes. Ce sont les capitalistes qui se sont enfuis et cette masse d'employés qui n'ont pu s'adapter au pouvoir des Soviets. Cette troisième force, nous ne la voyons pas ; elle a passé la frontière, mais elle vit et elle agit en accord avec les capitalistes du monde entier. Ceux-ci la soutiennent comme ils ont soutenu Koltchak, loudénitch, Wrangel ; ils la soutiennent financièrement, ils la soutiennent par d'autres moyens, car ces gens ont des liaisons internationales. Tout le monde se souvient de ces gens-là. Ces jours derniers, vous avez sans doute remarqué dans nos journaux l'abondance des citations, des extraits, empruntés à la presse des gardes blancs, et qui commentent les événements de Cronstadt. Depuis quelques jours, ces événements ont été décrits par Bourtsev qui fait paraître un journal à Paris ; ils ont été appréciés par Milioukov, — vous avez certainement lu tout cela. Pourquoi nos journaux ont-ils réservé tant de place à ces citations ? Ont-ils eu raison ? Oui. Car il faut connaître à fond son ennemi. On le voit moins bien depuis qu'il a passé la frontière. Mais regardez : il ne s'est pas trop éloigné, à quelques milliers de kilomètres tout au plus. Et s'étant éloigné à cette distance, il s'est tapi, il est là, il est vivant, il attend. Voilà pourquoi il faut l'observer attentivement d'autant plus qu'il ne s'agit pas de simples réfugiés. Non, ce sont des auxiliaires directs du capital international, ils émargent à son budget et agissent de concert avec lui.

Vous avez certainement remarqué que les citations tirées des journaux blancs publiés à l'étranger, étaient données à côté de citations empruntées aux journaux de France et d'Angleterre. C'est un seul et même cœur, un même orchestre. Il est vrai que dans cet orchestre, il n'y a pas un chef unique faisant exécuter la partition. Le chef d'orchestre, ici, c'est le capital international ; il use de moyens moins visibles que la baguette ; mais qu'il s'agisse bien d'un seul orchestre, la première citation venue en fait foi. Ils ont avoué que si le mot d'ordre devient : « Le pouvoir des Soviets sans les bolchéviks », ils sont d'accord. Et Milioukov l'explique avec une netteté particulière. Il a étudié l'histoire attentivement, et toutes ses connaissances, il les a renouvelées en étudiant l'histoire russe à ses propres dépens. Les études qu'il a faites durant les vingt années de son professorat, il les a corroborées par une étude personnelle de vingt mois. Il déclare que si le mot d'ordre devient : « Le pouvoir des Soviets sans les bolchéviks », alors il est pour. S'agit-il d'un léger décalage vers la droite ou vers la gauche, vers les anarchistes ? On ne s'en rend pas compte à l'étranger, à Paris. Là-bas, on ne voit pas ce qui se passe à Cronstadt. Mais Milioukov dit : « Messieurs les monarchistes, ne vous hâtez pas. Vous gâterez les choses par vos clameurs. » Et il déclare : s'il s'agit d'un décalage vers la gauche, je suis prêt à m'affirmer pour le pouvoir des Soviets contre les bolchéviks.

Voilà ce qu'écrit Milioukov et qui est absolument juste. L'histoire russe ainsi que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes lui ont appris quelque chose, puisqu'il affirme que de toute façon les événements de Cronstadt traduisent le désir de créer un pouvoir des Soviets sans les bolchéviks, légèrement décalé vers la droite, avec un peu de liberté de commerce, un peu de Constituante. Ecoutez parler n'importe quel menchévik, et vous entendrez tout cela, peut-être même sans sortir de cette salle. Si le mot d'ordre des événements de Cronstadt est une légère déviation à gauche, — pouvoir des Soviets avec les anarchistes engendrés par les calamités, par la guerre, par la démobilisation de l'armée, — alors comment se fait-il que Milioukov soit pour ce pouvoir ? Parce qu'il sait que la déviation ne peut se faire que du côté de la dictature prolétarienne, ou du côté des capitalistes.

Autrement le pouvoir politique ne saurait exister. Encore que la lutte actuellement menée par nous ne soit pas la lutte finale, mais un des derniers et décisifs combats, la seule réponse juste à la question de

savoir contre qui nous allons maintenant engager un des combats décisifs est celle-ci : Contre l'élément petit-bourgeois de chez nous. (Applaudissements.) Pour ce qui est des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, nous les avons vaincus au cours de la première campagne, mais seulement de la première ; la seconde campagne se fera à l'échelle internationale. Aujourd'hui, le capitalisme, fût-il cent fois plus fort, ne peut pas nous faire la guerre parce que là-bas, dans les pays avancés, les ouvriers lui ont saboté la guerre hier, et ils la lui saboteront demain encore mieux, encore plus sûrement, car, là-bas, les conséquences de la guerre se font sentir toujours plus. Quant à l'élément petit-bourgeois de chez nous, nous l'avons vaincu, mais il se manifesterait encore, et c'est ce qu'attendent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, surtout ceux d'entre eux qui sont plus intelligents, tels que Milioukov, qui a dit aux monarchistes : « Ne bougez pas, taisez-vous, car autrement vous ne ferez que renforcer le pouvoir des Soviets. » C'est ce qu'a montré la marche générale des révolutions, où il y avait de brèves dictatures des travailleurs, dictatures provisoirement soutenues par les campagnes, mais où le pouvoir des travailleurs n'était pas affermi. Peu de temps après c'était la reculade en plein. Reculade parce que les paysans, les travailleurs, les petits patrons ne peuvent avoir une politique à eux ; après une série d'hésitations, force leur est de marcher en arrière. Il en a été ainsi pendant la Grande Révolution française, il en a été de même, sur une échelle moindre, dans toutes les révolutions. Et l'on conçoit que tous aient profité de cette leçon. Nos gardes blancs ont reculé au delà de la frontière, à trois journées de voyage de chez nous, ils se tiennent là, postés aux aguets, forts du soutien, de l'aide du capital des pays occidentaux. Telle est la situation. On voit clairement d'ici les tâches et les obligations qui incombent au prolétariat.

Le surmenage et l'épuisement font naître un état d'esprit particulier, quelquefois même le désespoir. Comme toujours cet état d'esprit et ce désespoir se traduisent chez les éléments révolutionnaires, par l'anarchisme. Il en a été ainsi dans tous les pays capitalistes, il en est de même chez nous. L'élément petit-bourgeois traverse une crise parce qu'il a eu beaucoup à souffrir au cours des dernières années, moins que le prolétariat en 1919, mais beaucoup cependant. Les paysans ont dû sauver l'Etat, s'acquitter des livraisons obligatoires sans rémunération ; mais ils ne peuvent plus résister à une pareille tension ; voilà pourquoi ils sont désorientés, ils hésitent, ils balancent. Et nos ennemis, les capitalistes, en tiennent compte, qui disent : Il n'est que de donner une poussée, d'ébranler, et tout roulera. Voilà ce que signifient les événements de Cronstadt, examinés du point de vue des rapports des forces de classe, à l'échelle russe et internationale. Voilà ce qu'est le combat, — un des derniers et décisifs, — que nous menons aujourd'hui parce que nous n'avons pas encore vaincu cet élément petit-bourgeois anarchiste. Or, de cette victoire dépend le sort immédiat de la révolution. Si nous ne la remportons pas, nous reculerons comme la révolution française. Cela est inévitable, et nous devons considérer les choses sans nous en crasser la vue et sans nous payer de phrases. Il faut faire tout le possible pour alléger la situation de cette masse petite-bourgeoise et pour conserver la direction du prolétariat ; alors le mouvement révolutionnaire communiste qui monte en Europe se trouvera renforcé. Ce qui ne s'est pas produit là-bas aujourd'hui, peut se faire demain, ce qui ne se sera pas produit demain, peut se produire après-demain, mais dans l'histoire mondiale demain et après-demain signifient au moins plusieurs années.

Voilà ma réponse à la question de savoir pour quoi nous luttons aujourd'hui, pour quoi nous avons engagé un de nos derniers et décisifs combats, quel est le sens des derniers événements, quel est le sens de la lutte de classes en Russie. On conçoit maintenant pourquoi cette lutte s'est aggravée à ce point, pourquoi il nous est si difficile de nous faire à cette idée que le principal ennemi n'est pas loudénitch, Koltchak ou Dénikine, mais bien notre ambiance, notre propre milieu.

Maintenant je puis en venir à la conclusion de mon trop long discours et examiner la situation de nos transports par fer et par eau, ainsi que les tâches de notre congrès. Ce qu'il m'a fallu exposer ici est, selon moi, lié à ces tâches de la façon la plus étroite, la plus intime. Je crois qu'aucune autre fraction du prolétariat n'entre aussi manifestement en contact, par son activité économique quotidienne, avec l'industrie et l'agriculture, que le font les travailleurs des transports par chemin de fer et par eau. Vous devez donner des denrées aux villes, ranimer les campagnes en leur apportant les produits industriels. Cela est évident pour tout le monde, et à plus forte raison pour les ouvriers des transports par fer et par eau, puisque c'est là l'objet de leur travail quotidien. Selon moi, la conclusion s'impose d'elle-même : c'est que les tâches qui, à l'heure actuelle, incombent à ces travailleurs sont d'une importance exceptionnelle, et que leur responsabilité est très grande.

Vous savez tous que votre congrès s'est réuni alors que des frottements existaient entre le sommet et la base de votre syndicat, et que ce désaccord s'étendait au Parti. La question a été renvoyée devant le récent congrès du Parti ; celui-ci a adopté des résolutions tendant à accorder le sommet avec la base, en subordonnant celui-là à celle-ci, en redressant les erreurs commises par les dirigeants de votre syndicat, erreurs de détail à mon avis, mais qui ont tout de même besoin d'être redressées. Vous savez que le congrès du Parti a procédé à ce redressement ; que ce congrès, réuni alors que la compétence des dirigeants était insuffisante, a terminé ses travaux dans une atmosphère de cohésion et d'unité plus grandes que jamais dans les rangs du Parti communiste.

C'est là une réponse légitime, nécessaire, la seule juste que doit faire l'avant-garde, c'est-à-dire la

portion dirigeante du prolétariat, au mouvement petit-bourgeois anarchiste. Si nous, ouvriers conscients, comprenons ce que ce mouvement a de dangereux, si nous nous groupons étroitement, si nous travaillons avec dix fois plus d'ensemble, avec cent fois plus de cohésion, nous décuplerons nos forces. Et alors, après avoir triomphé de l'agression militaire, nous saurons triompher des hésitations, des flottements de cet élément qui trouble notre vie quotidienne et qui, pour cette raison, je le répète, présente un danger. La décision du dernier congrès de notre Parti, qui a corrigé l'erreur sur laquelle on avait attiré son attention, constitue un grand pas en avant vers une plus grande unité, une plus grande cohésion de l'armée prolétarienne. Vous devez en faire autant à votre congrès, et appliquer pratiquement la décision du congrès du Parti.

Je le répète : le sort de la révolution dépend directement du travail de cette fraction du prolétariat plus que du travail de toutes ses autres fractions. Il nous faut rétablir les échanges entre l'agriculture et l'industrie ; et, pour ce faire, il nous faut avoir une base matérielle. Or, quelle est la base matérielle qui assure la liaison entre l'industrie et l'agriculture ? Ce sont les transports par voie ferrée et par eau. Voilà pourquoi le devoir vous incombe d'accomplir votre tâche avec tout le sérieux qu'elle comporte ; ce devoir incombe non seulement à ceux d'entre vous qui adhèrent au Parti communiste et sont, par conséquent, les réalisateurs conscients de la dictature du prolétariat, mais aussi à ceux qui, sans être membres du Parti, militent dans votre syndicat, lequel groupe un million ou un million et demi de travailleurs des transports. Forts des enseignements de notre révolution et de toutes celles qui l'ont précédée, vous tous devez comprendre les difficultés de la période que nous vivons ; sans vous laisser aveugler par des mots d'ordre de toute sorte, — qu'il s'agisse de « liberté », de Constituante ou de « Soviets libres » (il est si facile de changer d'étiquette : Milioukov ne s'est-il pas déclaré partisan des Soviets de la République de Cronstadt), — sans fermer les yeux sur le rapport des forces de classes ; c'est ainsi que vous acquerrez une base saine et solide, un fondement sur lequel vous pourrez asseoir vos conclusions politiques.

Vous comprendrez que nous traversons une période de crise, où il dépend de nous de conduire la révolution prolétarienne à la victoire, aussi fermement que nous l'avons fait ces derniers temps, ou bien d'amener, par nos hésitations, par nos oscillations, la victoire des gardes blancs, victoire qui n'améliorera pas la situation, mais écartera simplement de la révolution la Russie pour des dizaines et des dizaines d'années. Pour vous, représentants des travailleurs des transports par fer et par eau, la conclusion ne peut ni doit être que celle-ci : centupler la cohésion et la discipline prolétariennes. Camarades, nous devons à tout prix nous acquitter de cette tâche et remporter la victoire.